**DEPARTEMENT DE LA MOSELLE**
**Canton des Coteaux de le Moselle**

**COMMUNE DE POURNOY LA CHETIVE**

**Procès-Verbal des délibérations du Conseil Municipal**
**Du 17/12/2024**

| **Nombre de conseillers en exercice : 14** | **Séance du 17 décembre 2024**<br>**Convocation du 03 décembre 2024**<br>**Sous la Présidence de Madame Le Maire, Martine MICHEL** |
|---|---|
| | |
| Nombre de conseillers présents : 11 | **Etaient présents**<br>MICHEL Martine, MAURICE Sylvie, DALMARD Franck, GENGENBACHER Nathalie, FERRI Denis, GUERARD Nicole, WERBENEC Jérôme, GLEZER Denis, WINGERT-DESUERT Thierry, MERLIER Martine, GUILLI Salima. |
| Procurations : 3 | **Absents excusés - procurations**<br>DEBRIN Margaux a donné procuration à Martine MICHEL<br>MICHELAND Stéphane a donné procuration à Sylvie MAURICE<br>KLEIN Térence a donné procuration à Franck DALMARD |
| Absents : 0 | **Absents excusés sans procurations**<br>**Absents non excusés** |
| Secrétaire de séance : | Lauriane GROSSE |
| Ouverture de la séance : 18h00 | Fermeture de la séance : 19h45 |

♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦♦

**ORDRE DU JOUR**

1. Approbation du Conseil Municipal du 08/10/2024
2. La participation risques de prévoyance et santé
3. Assurance statutaire
4. Devis et fonds de concours mairie
5. Décision modificative n°3 annule et remplace
6. Décision modificative n°4
7. Décision modificative n°5
8. Atelier CARSAT
9. Approbation rapport CLECT 2024
10. Cimetière
11. Divers

**DCM 01/10/2024 : Approbation du Conseil Municipal du 08/10/2024**

Madame le Maire informe les membres du Conseil Municipal de l'obligation d'approuver le procès-verbal du conseil municipal du 08/10/2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :
**APPROUVE** le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 08/10/2024.

Pour : 13
Contre : 0
Abstention : 1

**Pour extrait conforme**

**Pournoy-la-Chétive, le 17/12/2024**

**DCM 02/10/2024 : Participation aux risques de prévoyance et santé**

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la protection sociale complémentaire,
Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,
Vu l'avis du comité social territorial du 13/12/2024, pris sur la base de l'article 4 du décret n°2011-1474 précité,
**Exposé :**

Les employeurs publics territoriaux peuvent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent. Ces garanties ont pour objet de couvrir :

- Le **risque santé** : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,
- Le **risque prévoyance** : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou de décès.

Cette participation deviendra obligatoire pour le risque prévoyance à effet du 1er janvier 2025 selon un minimum de 7€ brut mensuel, et pour le risque santé à effet du 1er janvier 2026 selon un minimum de 15€ brut mensuel. Ces montants pourraient être revus selon la clause de revoyure prévue à l'article 8 du décret n°2022-581 et les conclusions issues de l'accord de méthode du 12 juillet relatif à la conduite des négociations relatives à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique territoriale.

La participation peut être accordée pour l'un ou l'autre des risques santé ou prévoyance, ou pour les deux. L'employeur peut opter, pour chacun des risques :

- Soit pour la **labellisation**. Dans ce cas, l'employeur verse une participation aux agents qui ont adhéré à l'un des produits labellisés, parmi ceux mentionnés sur la liste publiée sur le site internet du ministère chargé des collectivités territoriales,
- Soit pour la **convention de participation,** associée à un contrat collectif d'assurance, conclue à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence spécifique (définie par le décret précité et non soumis à la réglementation relative aux marchés publics), avec un organisme d'assurance bénéficiant de la qualité de mutuelle ou d'union de mutuelles, d'institution de prévoyance ou de société d'assurance. Cette consultation est réalisée :
    - Soit par l'employeur,
    - Soit par le centre de gestion du ressort de l'employeur.

L'employeur souhaite, à effet du **1er janvier 2025** :

- Pour le risque **prévoyance** :
    - Mettre en place une participation aux agents qui ont adhérés à un produit labellisé.

- Pour le risque **la santé** :
    - Mettre en place une participation aux agents qui ont adhérés à un produit labellisé.

**Délibération :**

**Vu l'avis favorable qui sera rendu en comité social territorial du 08 janvier 2025**

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

**PSC risque prévoyance :**

- **Article 1 :** mettre en place une participation aux agents qui ont adhérés à un produit labellisé.

- **Article 2 :** de fixer le niveau de participation comme suit :
  - Versement d'un montant unitaire mensuel brut de : 7€

**Risque Santé :**
- **Article 1 :** mettre en place une participation aux agents qui ont adhérés à un produit labellisé.

- **Article 2 :** de fixer le niveau de participation comme suit :
  - Versement d'un montant unitaire mensuel brut de : 15€

**AUTORISE** le Maire à signer tous les documents se référents à ces dossiers

Pour : 14
Contre : 0
Abstention : 0

**Pour extrait conforme**
**Pournoy-la-Chétive, le 17/12/2024**

**DCM 03/10/2024 : Assurance statutaire**

**Le Maire expose :**

- Que le Centre de Gestion a communiqué à la Commune les résultats la concernant.

**Le Conseil, après en avoir délibéré :**

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 (alinéa 5, non abrogé) ;

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour application de l'article 26 susvisé, les Centres de Gestion peuvent souscrire des contrats d'assurance pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

VU la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion en date du 29 novembre 2023, décidant de fixer, au titre de la mise en place de cette mission supplémentaire à caractère facultatif, le taux correspondant à la prestation rendue par le Centre de Gestion.

**Décide :**

**Article 1er :** d'accepter la proposition suivante :

Assureur : ***GENERALI VIE***
Courtier : ***WTW***
Durée du contrat : 4 ans (date d'effet au 01/01/2025).

Préavis : contrat résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois.

- ***Agents affiliés à la CNRACL***

**Risques garantis :**

- Décès
- Congé pour invalidité temporaire imputable au service
- Longue maladie, maladie longue durée
- Maternité y compris congés pathologiques / Adoption / Paternité et accueil de l'enfant
- Maladie ordinaire ou temps partiel pour raison thérapeutique sans arrêt préalable à l'expiration d'une période de franchise mentionnée à l'acte d'engagement

- o Temps partiel pour raison thérapeutique consécutif à un arrêt, mise en disponibilité d'office pour raison de santé, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire
- o Maintien du demi-traitement pour les agents ayant épuisé leurs droits à prestations

**Conditions : (garanties/franchises/taux)**

*(Cocher l'option retenue)*

| GARANTIES ET FRANCHISES | TAUX | CHOIX |
|---|---|---|
| Tous les risques, avec une **franchise de 10 jours** par arrêt en maladie ordinaire | 6.91 % | X |
| Tous les risques, avec une **franchise de 15 jours** par arrêt en maladie ordinaire | 6.60 % | |
| Tous les risques, avec une **franchise de 20 jours** par arrêt en maladie ordinaire | 6.36 % | |
| Tous les risques, avec une **franchise de 30 jours** par arrêt en maladie ordinaire | 6.02 % | |
| Tous les risques, avec une **franchise de 30 jours sur l'ensemble des arrêts (sauf maternité sans franchise)** | 5.54 % | |

• ***Agents titulaires ou stagiaires affiliés à l'IRCANTEC et agents contractuels de droit public affiliés à l'IRCANTEC***

- Congé pour invalidité imputable au service
- Grave maladie
- Maternité (y compris congés pathologiques) / Adoption / Paternité et accueil de l'enfant
- Maladie ordinaire à l'expiration d'une période de franchise mentionnée à l'acte d'engagement
- Reprise d'activité partielle pour motif thérapeutique

**Conditions : (garanties/franchises/taux)**

*Cocher l'option, si retenue*

| GARANTIES ET FRANCHISES | TAUX | CHOIX |
|---|---|---|
| Tous les risques, avec une franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire | 1,45 % | X |
| Tous les risques, avec une franchise de 30 jours par arrêt en maladie ordinaire | 1,17 % | |

*Au(x) taux de l'assureur s'ajoute la contribution financière de **0,14 %** pour la prestation d'administration du contrat par le Centre de Gestion. Ce taux s'applique annuellement à la masse salariale assurée par la collectivité.*

**Article 2 : Le conseil DECIDE** d'autoriser le Maire ou son représentant à signer le contrat d'assurance, les conventions en résultant et tout acte y afférent.
**Article 3 : Le conseil DECIDE** d'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention d'adhésion du Centre de Gestion et les actes s'y rapportant,
**Article 4 : Le conseil CHARGE** le Maire à résilier, si besoin, le contrat d'assurance statutaire en cours.

**Article 5 : Le conseil PREVOIT** les crédits nécessaires au budget pour le paiement des primes et de la contribution relative à la mission supplémentaire à caractère facultatif du Centre de Gestion.

Pour : 14
Contre : 0
Abstention : 0

**Pour extrait conforme**

**Pournoy-la-Chétive, le 17/12/2024**

**DCM 04/10/2024 : Devis et Fond de concours Mairie**

**Point 1 : Devis achat et pose d'un panneau affichage libre**

Madame Le Maire informe les membres du Conseil Municipal que nous sommes dans l'obligation d'installer un panneau « affichage libre ».

Madame Le Maire présente le devis JPP :
Panneau affichage City
Dimension : L122.5 x H167 cm couleur gris
Prix HT : 1 285.00 € - Prix TTC : 1542.00 €

Madame Le Maire présente le devis LA MESSINE :
Pose Panneau affichage City
Dimension : L122.5 x H167 cm couleur gris
Prix HT : 1 310.00 € - Prix TTC : 1572.00 €

Après délibérations, le Conseil Municipal à l'unanimité
**ACCEPTE** les devis JPP et LA MESSINE

Pour : 14
Contre : 0
Abstention : 0

**Pour extrait conforme**

**Point 2 : Fonds de concours achat et pose d'un panneau affichage libre**
La présente délibération a pour objet d'approuver le fonds de concours de la Métropole pour le projet « Achat panneau d'affichage libre »

Présentation succincte du projet :

***OBJECTIF DU PROJET :*** Achat et pose d'un panneau d'affichage libre

***DESCRIPSTION DE L'OPERATION :***

- Fourniture panneau affichage city L 122.5x H167 sans bandeau par l'entreprise JPP Direct
- Pose du panneau par l'entreprise LA MESSINE

***PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL :***

- **Montant prévisionnel des travaux : 3 114,00€TTC**
- **FCTVA (16,404%) : 511,00€**
- **Reste à charge à la commune : 1 302,00€**
- **Fonds de Concours : 1 301 ,00€**

L'article L.5214-16-V du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI et ses communes membres, après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.
La commission d'attribution des Fonds de Concours de l'Eurométropole de Metz réunie le 25/11/2024, a rendu un avis positif pour l'attribution d'un Fonds de Concours pour ce projet, pour un montant de 1 301,00€.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après cet exposé et en avoir délibéré,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
**VU** la délibération du conseil métropolitain du 27 mars 2017, instaurant le dispositif de Fonds de Concours,
**VU** la délibération du Conseil métropolitain du 13 décembre 2021, portant adoption du Pacte Financier et Fiscal de solidarité pour la période 2021-2026,
**VU** la délibération du Conseil métropolitain du 4 avril 2022 portant modification du règlement d'attribution et de gestion des Fonds de Concours,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain du 16/12/2024, attribuant un Fonds de Concours à la commune de Pournoy-La-Chétive

Après délibérations, le Conseil Municipal à l'unanimité

**ACCEPTE** l'attribution d'un fonds de concours pour le projet « Achat d'un panneau affichage libre », pour un montant de 1 301,00€.

**ACCEPTE** le règlement d'attribution et de gestion des Fonds de concours adopté par la Métropole,

**AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document afférent à l'opération et au fonds de concours.

Pour : 14
Contre : 0
Abstention : 0

**Pour extrait conforme**
**Pournoy-la-Chétive, le 17/12/2024**

**DCM 05/10/2024 : Décision modificative n°3**

**Annule et remplace la DCM 04/09/2024**

Madame Le Maire informe les membres du Conseil Municipal de la que suite au besoin de reversement auprès de l'Eurométropole de Metz pour un trop perçu sur la taxe d'aménagement il est nécessaire de faire une décision modificative n°3.

Madame Le Maire propose au vote les virements de crédits suivants, sur le budget de l'exercice 2024 :

- 2 849 € en dépenses de fonctionnement (Chapitre 11 – article 615221 Bâtiment public)
+ 2 849 € en dépenses de fonctionnement (chapitre 023 virement à la section d'investissement).
+ 2 849€ en recette d'investissement (chapitre 021 virement à la section de fonctionnement)
+ 2 849€ en dépenses d'investissement (10226 Taxe aménagement)

Après délibérations, le Conseil Municipal à l'unanimité
AUTORISE la décision Modificative n°3

Pour : 14
Contre : 0
Abstention : 0

**Pour extrait conforme**

**Pournoy-la-Chétive, le 17/12/2024**

**DCM 06/10/2024 : Décision modificative n°4**

**Point annulé**

**Pour extrait conforme**

**Pournoy-la-Chétive, le 17/12/2024**

**DCM 07/10/2024 : Décision modificative n°5**

**Point annulé**

**Pour extrait conforme**

**Pournoy-la-Chétive, le 17/12/2024**

**DCM 08/10/2024 : Atelier CARSAT**

Madame Le Maire présente aux membres du Conseil Municipal les Ateliers CARSAT.

Madame Le Maire informe le conseil municipal qu'une demande Subvention a été faite auprès de la CARSAT.

Les subventions reçues seront reversées aux entreprises participantes aux ateliers sur facturation.

Après délibérations, le Conseil Municipal à l'unanimité
AUTORISE la commune à reverser les subventions aux ateliers participants

Pour : 14
Contre : 0
Abstention : 0

**Pour extrait conforme**

**Pournoy-la-Chétive, le 17/12/2024**

**DCM 09/10/2024 : Approbation rapport CLECT 2024**

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Sur le rapport de Madame Le Maire,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Général des Impôts, et notamment son article 1609 Nonies C,
VU la délibération du Conseil Métropolitain en date du 28 avril 2014, portant constitution de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).
VU le rapport définitif de la CLECT de Metz Métropole pour l'année 2024,

CONSIDERANT que la CLECT de Metz Métropole s'est réunie en session plénière le 13 septembre 2024,

CONSIDERANT que le rapport de la CLECT doit faire l'objet dans les trois mois d'une approbation par la majorité qualifiée des deux tiers des communes représentant plus de la moitié de la population, ou la moitié des communes représentant les deux tiers de la population,

APRES EN AVOIR DELIBERE :

**APPROUVE** le rapport définitif 2024 de la CLECT,
**AUTORISE** en conséquence Madame le Maire à signer tous les documents afférents.

Pour : 14
Contre : 0
Abstention : 0

**Pour extrait conforme**

**Pournoy-la-Chétive, le 17/12/2024**

**DCM 10/10/2024 : Cimetière**

**Point annulé**

**Pour extrait conforme**

**Pournoy-la-Chétive, le 17/12/2024**

**DIVERS :**

**Point n°1 : Approbation du RPQS 2023 du Syndicat Intercommunal des Eaux de Verny (SIEV)**

Madame le Maire informe les membres du Conseil Municipal de la réception du RPQS du SIEV de Verny.

La Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable (RPQS) sur l'exercice 2023 a été envoyé et présenté au Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité
**APPROUVE** le RPQS du SIEV de Verny

**Pour : 14**
**Contre :**
**Abstention :**

**Pour extrait conforme**
**Pournoy-la-Chétive, le 17/12/2024**

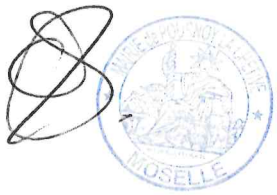
**Point n°2 : Virement de Crédit**

Madame Le Maire est autorisé à effectuer des virements de crédit à hauteur de 7,5% délibéré le 30/04/2024 DCM 02/06/2024.
Madame Le Maire a effectué un virement de crédit n°4 concernant la participation au capital de la SAREMM d'un montant de 750€.

- 750 € en dépenses d'investissement (OP 10036 – article 231 immobilisation corporelle en cours)

+ 750 € en dépense d'investissement (OP OPFI – article 261 titres rattachés (participations et créances rattachées)

**Pournoy-la-Chétive, le 04/02/2025**

**Le Maire,**
**Martine MICHEL**

**La secrétaire de séance**
**Lauriane GROSSE**